

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
4 mars 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 4 mars 2021, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous écrire au sujet de la lettre datée du 18 février 2021 que les Représentants permanents de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont adressée au Secrétaire général (S/2021/163).

Comme par le passé, les auteurs ont invoqué les définitions non consensuelles et non universellement acceptées du Régime de contrôle de la technologie des missiles, cité la résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité, dont les dispositions sont devenues caduques, et les rapports connexes obsolètes (même dans des contextes complètement différents), diffusé de fausses informations techniques et recouru à d'autres artifices analogues ; ce faisant, ils ont tenté d'établir un lien possible entre le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015) et le lancement par la République islamique d'Iran de certains missiles balistiques ou lanceurs spatiaux. Par ces moyens, ils ont cherché à tirer une conclusion arbitraire sur le champ d'application de ce paragraphe et de la résolution elle-même.

La République islamique d'Iran a déclaré à maintes reprises que ses programmes de missiles et programmes spatiaux, y compris les tirs de missiles balistiques ou de lanceurs spatiaux, n'entrent pas dans le champ d'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité et de ses annexes.

Ledit paragraphe, aux termes duquel « [l']Iran est tenu de ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques », est tout à fait clair et n'exige aucune interprétation.

Le Conseil de sécurité doit garder à l'esprit les dispositions exactes et le contexte de la résolution 2231 (2015), y compris l'historique des négociations et en particulier la raison de la substitution de l'expression « conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires » à l'expression « pouvant emporter des armes nucléaires » au paragraphe 3 de l'annexe B de cette résolution, ainsi que la pratique ultérieure du Conseil lui-même en ce qui concerne l'application de ce paragraphe.

En ce qui concerne les dispositions et le contexte de la résolution 2231 (2015), il convient de rappeler qu'au tout premier paragraphe de la préface et au paragraphe iii du préambule et des dispositions générales de l'annexe A de cette résolution, « [l']Iran réaffirme qu'il ne cherchera en aucun cas à obtenir, mettre au point ou acquérir des armes nucléaires ». Cette position de principe de l'Iran a été saluée par le Conseil dans sa résolution 2231 (2015).



En outre, dans sa déclaration publiée à la suite de l'adoption de la résolution [2231 \(2015\)](#), la République islamique d'Iran a catégoriquement rejeté les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, a réitéré les enseignements sublimes de l'Islam ainsi que les opinions et actions de feu le fondateur de la Révolution islamique, l'imam Khomeini, et la fatwa historique du dirigeant de la Révolution islamique, l'ayatollah Khamenei, et a affirmé que la République islamique d'Iran a « toujours eu pour politique d'interdire l'acquisition, la production, le stockage ou l'utilisation d'armes nucléaires » ([S/2015/550](#)). Cette affirmation reste valable.

Concernant l'historique des négociations de la résolution [2231 \(2015\)](#), et particulièrement du membre de phrase « conçus pour pouvoir emporter » au paragraphe 3 de l'annexe B, il convient de souligner que la substitution de l'expression « conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires » à l'expression « pouvant emporter des armes nucléaires » employée dans la résolution [1929 \(2010\)](#) du Conseil de sécurité, dont les dispositions ont été levées, a procédé d'une décision prise à l'issue de longues négociations, visant à exclure du champ d'application de la résolution le programme iranien de missiles de défense « conçu » exclusivement pour que lesdits missiles puissent emporter des têtes classiques. Ce point de fond ne peut en aucun cas être ignoré.

Pour ce qui est de la pratique ultérieure du Conseil concernant l'application du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#), il convient également de rappeler que lorsque, à de nombreuses reprises, les tirs de missiles balistiques ou de lanceurs spatiaux par l'Iran ont été examinés au cours des consultations du Conseil de sécurité ces dernières années, ses membres « ne sont parvenus à aucun consensus quant à la question de savoir si la résolution [2231 \(2015\)](#) s'appliquait précisément à ces tirs » ([S/2016/589](#), [S/2016/649](#), [S/2017/515](#), [S/2017/537](#), [S/2017/1030](#), [S/2017/1058](#), [S/2019/492](#), [S/2019/934](#) et [S/2020/531](#)).

Afin de faire valoir que le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité pourrait s'appliquer aux tirs de missiles balistiques ou de lanceurs spatiaux effectués par l'Iran, les auteurs de la lettre susmentionnée ont, une fois encore, invoqué les critères du Régime de contrôle de la technologie des missiles, notamment en les présentant comme la définition universellement acceptée. Il convient de rappeler que le paragraphe en question ne comporte aucune référence explicite ou implicite au Régime de contrôle ni aux définitions qu'il établit. Par conséquent, tout renvoi qui y est fait est totalement erroné et abusif.

En outre, le Régime de contrôle de la technologie des missiles est une « entente politique informelle » exclusive entre 35 États seulement et ses critères ne revêtent aucun caractère juridique contraignant, pas même pour ses membres. Par conséquent, toute tentative de les présenter comme la définition universellement acceptée est clairement une manœuvre trompeuse et suspecte, dénuée de tout professionnalisme. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport ([A/57/229](#)), il n'existe « pas de normes ou d'instruments universellement acceptés régissant spécifiquement la mise au point, l'essai, la production, l'acquisition, le transfert, le déploiement ou l'utilisation des missiles ». Ce fait a également été reconnu par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, qui a déclaré devant le Conseil le 22 août 2019 qu'« il n'exist[ait] toujours pas de norme, de traité ou d'accord universel réglementant les missiles » (voir [S/PV.8602](#)).

Contrairement aux allégations portées dans la lettre citée plus haut, le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#), selon lequel l'Iran est tenu « de ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des

missiles balistiques », ne s'applique pas aux lanceurs spatiaux, et ce pour plusieurs raisons : premièrement, il n'y fait aucune référence explicite ; deuxièmement, les lanceurs spatiaux ne font pas appel à des technologies identiques à celles des « missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires » ; troisièmement, ces lanceurs, qui sont exclusivement faits pour mettre des satellites sur orbite, ne sont pas « conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires » ; quatrièmement, ils n'ont pas la capacité d'emporter de telles armes.

En déclarant que certains lanceurs spatiaux iraniens peuvent être lancés à partir de lanceurs mobiles ou qu'ils sont équipés de moteurs à propergol solide, et en mentionnant le nom de l'organisation qui a dirigé le développement et le tir des lanceurs spatiaux en question, les auteurs ont tenté non seulement de remettre frauduleusement en question le caractère pacifique du programme spatial iranien mais aussi de tirer leurs propres conclusions arbitraires et accusent par conséquent l'Iran de mener des activités incompatibles avec le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015).

Plutôt que d'adopter un tel comportement non professionnel, provocateur et irresponsable et de porter des allégations sans fondement et à motivation politique contre la République islamique d'Iran concernant l'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, les gouvernements respectifs des auteurs doivent se conformer, pleinement et sincèrement, à toutes les obligations juridiques qui leur incombent en vertu de cette résolution, et notamment s'abstenir de toute action qui compromettrait l'application de la résolution 2231 (2015), en particulier de son annexe A.

Compte tenu de ce qui précède, tout en rejetant les allégations sans fondement formulées dans la lettre susmentionnée et en soulignant une fois de plus que l'Iran n'a mené aucune activité contraire à la résolution 2231 (2015), je tiens à rappeler une nouvelle fois que l'Iran est déterminé à poursuivre résolument ses activités liées aux missiles balistiques et aux lanceurs spatiaux, qui sont des droits naturels en vertu du droit international et sont nécessaires pour préserver sa sécurité ainsi que ses intérêts socioéconomiques.

En outre, nous lançons une mise en garde contre la démarche à motivation politique adoptée vis-à-vis des programmes spatiaux par certains pays industrialisés, qui brandissent des prétextes absurdes comme les questions de prolifération pour diaboliser l'utilisation de la technologie spatiale à des fins pacifiques par des pays en développement. Cette hypocrisie pourrait mettre en péril l'exercice par les États de leur droit naturel d'accéder à l'espace et aux corps célestes, leur liberté d'exploration et d'exploitation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et leur libre accès aux sciences et techniques spatiales et à leurs applications sans discrimination d'aucune sorte.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**